

Nouveautés – Mars 2019

Le présent document compile toutes les fonctionnalités ajoutées à votre service de recherche en ligne La référence.

L'outil de recherche

Syntaxe de recherche : (dunsmuir) ET Facette Source de droit (Jurisprudence) **Nombre de résultats : 3426**

1. **Dunsmuir c. Nouveau-Brunswick, 7 mars 2008, (C.S.C.)**
 Cité en jurisprudence 2942 fois | Cité en doctrine 131 fois
 Indexation : DROIT ADMINISTRATIF
 Référence(s) : EYB 2008-130674 ; [2008] 1 R.C.S. 190 ; 2008 CSC 9 ; J.E. 2008-547 ; D.T.E. 2008T-223
 Résumé | Texte intégral - Version française | Texte intégral - Version anglaise
 Contexte des résultats : ... 2008-130674 **Dunsmuir** c. Nouveau-Brunswick2008 ...

2. **Dunsmuir (Succession de), 3 février 2005, (C.S.)**
 Cité en jurisprudence 5 fois | Cité en doctrine 3 fois
 Indexation : SUCCESSIONS; TESTAMENT; TESTAMENT OLOGRAPHE; PREUVE ET VÉRIFICATION
 Référence(s) : EYB 2005-86555
 Résumé | Texte intégral - Version française
 Contexte des résultats : ... 2005-86555 **Dunsmuir** (Succession de)2005REQUÊTE en vérification d'un testament. ACCUEIL ET VÉRIFICATION, validité ...

L'outil de recherche a été revu et amélioré ! Grâce au tri « par pertinence », vous arriverez de manière précise à votre résultat de recherche

Historique

Documents récents

- Le Grand Collectif - Code de procédure civile - Commentaires et annotations, Volume 1 (Articles 1 à 350), 3e édition, L...
- Bienes et propriété, 8e édition, 2018 - Arbres
- Code civil du Québec, L.Q. 1991, c. 64 - Art. 1457. Responsabilité extracontractuelle
- Dunsmuir c. Nouveau-Brunswick, 7 mars 2008, (C.S.C.) - Texte intégral
- ST-JEAN-SUR-RICHELIEU (VILLE DE) et Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3055

Recherches récentes

- La référence > Doctrine
Requête: (défense) ET (Publication)(Manuel de plaidoirie: Techn...
- La référence > Doctrine
Requête: (prescription) ET (Publication)(Manuel de plaidoirie: Te...
- Recherche globale
Requête: ("Vices cachés")
- Recherche globale
Requête: ("Vices cachés")
- La référence > Législation
Requête: (Article)

Il est maintenant possible de revoir les 5 derniers documents consultés et les 5 dernières recherches effectuées à partir de la page d'accueil

Vos abonnements

La référence

Vous êtes sur: [La référence](#) > Vos abonnements

Pour plus d'information ou pour modifier votre abonnement, communiquez avec le service à la clientèle au 1-877-985-2222.

Vos abonnements

Abonnement de base Correspond au service Droit québécois et vous permet d'accéder au contenu jurisprudentiel et législatif ainsi qu'à un contenu doctrinal exclusif.	✓	Abonnement Collectif des Mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs de travail, plusieurs livres de la collection Tout ce que l'employeur doit savoir des avocats Le Cone & Associés. S'adresse aux professionnels du droit du travail et ceux de la gestion RH.	✓	Abonnement Clauses Testamentaires Cet abonnement vous permet d'assembler des actes hautement professionnels tels qu'un mandat, amendement et révocation d'un testament.	✓
---	---	---	---	--	---

Vos extras

Collections doctrinales

Collection doctrinale : Commercial et affaires 1 12 monographies	✓	Collection doctrinale : Commercial et affaires 2 8 monographies	✓	Collection doctrinale : Consommation 3 monographies	✓	Collection doctrinale : Contrat 6 monographies	✓
Collection doctrinale : Droit policier 6 monographies	✓	Collection doctrinale : Droit public 6 monographies	○	Collection doctrinale : Famille 6 monographies	✓	Collection doctrinale : Immobilier et biens 12 monographies	✓
Collection doctrinale : Municipal 2 monographies	✓	Collection doctrinale : Personnes et successions 6 monographies	✓	Collection doctrinale : Preuve et procédure 1 10 monographies	✓	Collection doctrinale : Preuve et procédure 2 7 monographies	✓

La page « Vos abonnements » s'est fait une beauté, pour plus de clarté. Cette page indique les produits auxquels vous êtes abonnés

Barre de recherche

La référence

Vous êtes sur: [La référence](#) > Document

Document

Informations sur le document

Doctrines Collections doctrinales (Monographies) Article 23

Parcourir

Chamberland, L. (dir.). [Le grand collectif - Code de procédure civile : Commentaires et annotations, Volume 1 \(Articles 1 à 390\), 3e édition, 2018](#)

[Note de l'éditeur](#)
[Préface de la première édition](#)
[Avant-propos](#)
[Biographie des auteurs](#)
[Principales modifications terminologiques](#)
[Tables de concordance](#)
[Code de procédure civile - RLRQ, c. C-25.01](#)
[Disposition éliminée](#)
[+ Livre I - Le cadre général de la procédure civile](#)
[+ Livre II - La procédure contentieuse](#)
[+ Titre I - Les premières phases du déroulement de l'instance](#)
[+ Titre II - Les incidents de l'instance](#)
[+ Titre III - La constitution et la communication de la preuve avant l'instruction](#)
[+ Chapitre I - L'interrogatoire préalable à l'instruction](#)
[- Chapitre II - L'expertise](#)

EYB2018GCO238

Le Grand Collectif - Code de procédure civile : Commentaires et annotations, Volume 1 (Articles 1 à 390), 3e édition, L. Chamberland (dir.), 2018

Donald BÉCHARD
Article 231

Indexation

PROCÉDURE CIVILE ; PROCÉDURE CONTENTIEUSE ; CONSTITUTION ET COMMUNICATION DE LA PREUVE AVANT L'INSTRUCTION ; EXPERTISE ; PREUVE CIVILE

VERSION ANTÉRIEURE

COMMENTAIRES DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE

ARTICLES LIÉS

COMMENTAIRES DE DONALD BÉCHARD

JURISPRUDENCE

[A. Mission de l'expert - éclairer le tribunal](#)
[B. Le témoignage de l'expert ne lie pas le tribunal](#)
[C. Impartialité, indépendance et objectivité de l'expert - recevabilité et valeur probante](#)
[D. Distinction entre la crédibilité et la fiabilité d'un témoin expert](#)
[E. Compétence de l'expert](#)

TABLE DES MATIÈRES

Rechercher

ajout d'une « barre de recherche » lors de la consultation de tout document

Liste des résultats

La référence

Rechercher dans les résultats

Vous êtes sur: La référence > Résultats de recherche

Modifier la recherche Nouvelle recherche Retour aux résultats complets

Choisir plusieurs facettes

- Sources de droit
 - Doctrine 522
 - Jurisprudence 4320
 - Législation 10
- Nouveau CPC
 - Jugements analysant les dispositions du NCPC 6
- Date
 - Aucune restriction
- Instance
 - Cour suprême du Canada 11
 - Cour d'appel du Québec 375
 - Cour supérieure du Québec 1871
 - Cour du Québec 2049
 - Instances administratives du Québec 12
 - Instances municipales du Québec 1
 - Tribunal des droits de la personne 1

Sélectionner tous les items 3 items sélectionnés (Annuler la sélection) (Visualiser la sélection)

6. Gendron c. Dubois, 11 février 2019, (C.S.)

Indexation : VENTE; OBLIGATIONS DU VENDEUR; GARANTIE DE QUALITÉ; VICE CACHÉ; RÉOLUTION; RÉDUCTION DE L'OBLIGATION; PROCÉDURE CIVILE; COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX; POUVOIRS; POUVOIR DE SANCTIONNER LES ABUS DE LA PROCÉDURE

Référence(s) : EYB 2019-307404 , 2019 QCCS 458

Texte intégral | Texte intégral - Version française | Fiche quantum - Vices cachés

Contexte des résultats : ... éd., Montréal : Éditions Yvon Blais, 2017, no 192, p. 261, no 195, p. 267LANE, B.-É. « Les recours pour vices cachés : revue de certains éléments pratiques souvent moins connus des praticiens » dans Droit immobilier, 5e éd., Collection Blais, vol. 28, Montréal...

7. Gahongayre c. Matthews Bardier Auto inc., 31 janvier 2019, (C.Q.)

Référence(s) : EYB 2019-307543 , 2019 QCCQ 443

Texte intégral | Version française

Contexte des résultats : ... demanderesse en résolution d'un contrat de vente d'un automobile au motif que le véhicule automobile serait affecté de vices cachés (CONSIDÉRANT les conclusions subsidiaires recherchées par la demanderesse qui requièrent la condamnation au paiement de 2 744,43 \$ en réduction de ...

8. Ascension École d'escalade c. Automobiles Porsche Canada, 30 janvier 2019, (C.Q.)

Référence(s) : EYB 2019-307499 , 2019 QCCQ 389

Texte intégral | Version française

Contexte des résultats : ... d'instance (la Demande) contre Automobiles Porsche Canada (Porsche) et Qué-Bourg Elle leur réclame le titre de constructeur et le titre de concessionnaire vendeur. Le 23 mars 2017, la Demande est ...

9. Swell USA c. J.L. Freeman, 24 janvier 2019, (C.S.)

Option de visualiser les documents uniquement cochés dans la liste des résultats via la barre statique

Cochez les résultats voulus et cliquez sur « Visualiser » afin de voir les documents cochés

Références citant

La référence

Vous êtes sur: La référence > Recherche avancée: Législation > Résultats de recherche > Options de téléchargement

Options de téléchargement

Format de fichier

- HTML
- PDF

Taille

- Petite
- Moyenne
- Grande
- Très grande
- [Rétablir les options par défaut](#)

Options d'affichage

- Afficher les icônes signalétiques
- Inclure les hyperliens actifs
- Afficher les termes recherchés en surbrillance

Inclure

- Texte des références citant (1)
- EYB 2019-307177
- EYB 2019-306545
- EYB 2019-305109
- Les références citant (tableau)

Réinitialiser

Télécharger Annuler

Dans les références citant, plus d'options pour télécharger ou imprimer Liste complète Possibilité d'inclure la liste complète des décisions cochés au préalable

Numéro de dossier

La référence | Mes dossiers | Journal | Historique | Alertes | Préférences | Mes abonnements | Aide | Quitter

Vous êtes sur: [La référence](#) > [Recherche avancée: Jurisprudence](#) [En savoir plus](#) | [Liste des opérateurs](#)

Recherche avancée: Jurisprudence

[Rechercher](#) [Réinitialiser](#)

Étendre la recherche aux documents en consultation à la pièce

Tous les champs Recherche limitée : Recherche avancée: Jurisprudence

Choisir un opérateur Tous ces termes

Indexation

Noms des parties

Instance

Décideur

Référence Année Source (ex.: 00014 ou 100020)

Numéro de dossier 31459

Jurisprudence citée

Législation citée Loi Article

Doctrine citée Titre Auteur

Date Aucune restriction Entre et

Utiliser le format: JJ/MM/AAAA ou JJMMAAAA

Maintenant possible de rechercher par « numéro de dossier » (Exemple : 31459 pour *Dunsmuir c. Nouveau-Brunswick*)

Mes dossiers

La référence | **Mes dossiers** | Journal | Alertes | Préférences | Mes abonnements | Aide | Quitter

Vous êtes sur: [La référence](#) > [Dossiers](#)

Dossiers Nouveau Options

Mes dossiers

Aucun élément sélectionné.

Titre	Source	Date d'ajout
Droit		08/11/2017
Quantum - PJ		09/01/2018
RH		14/11/2017
Labeling Organizations DE: Desjardins, M.-C. Abréviations et acronymes La certification du commerce équitable depuis une perspective juridique – L'exemple du secteur viticole, Collection Minerve, sous la direction de Jean-Louis Baudouin, M.-C. Desjardins, 2015 2015 EYB2015MIN10	Doctrine (extrait)	05/01/2018
V.E. c. Groupe Ovo, EYB 2017-287303, (2017 QCCS 5382) (Texte intégral - Version française).	Jurisprudence	28/11/2017

Rechercher dans mes dossiers

Types

- Dossier: 3
- Extrait de document: 1
- Document: 1

Sources

- Doctrine: 1
- Jurisprudence: 1

Il est maintenant possible de rechercher à travers « Mes dossiers »

Notes de bas de page (PDF)

1-866 – Le Code de procédure civile a ainsi un rôle supplétif (Disposition préliminaire, al. 3).

1. *Montréal (Ville de) c. Vaillancourt*, [1977] 2 R.C.S. 849, [EYB 1976-215714](#).

2. *Richstone Bakeries Inc. c. Commission des relations ouvrières du Québec*, [1963] B.R. 568.

3. *Migneault c. Huot*, [1985] R.D.J. 559 (C.A.).

4. *Arvanitakis c. Nussenbaum*, [2006] R.D.I. 9, [EYB 2006-99803](#) (C.A.).

5. *C. (T.) c. P. (T.)*, [EYB 2006-101948](#) (C.S.).

6. *Montréal (Ville de) c. Vaillancourt*, [1977] 2 R.C.S. 849, [EYB 1976-215714](#); *Grégoire c. Fédération québécoise de la montagne*, [1986] R.D.J. 256, 262, [1986] R.K.A. 174 (C.A.); *Crépaux c. Québec (Ville de)*, [1979] R.P. 11 (C.A.); *Dechêne c. Montréal (City of)*, [1894] A.C. 640, 645 (P.C.).

7. *Learned Enterprises International Canada Inc. c. Lyons*, A.J.Q./P.C. 1999-1306 (C.S.); *Lambert c. Chanteclair Hotel Co. (1971) Ltd.*, (1979) R.P. 289 (C.S.); *Tech c. Chaziphotis*, B.E. 98BE-276, [REJB 1998-04408](#), A.J.Q./P.C. 1998-519 (C.Q.).

8. *D.L.M.S. Construction Inc. c. Lafarge Canada Inc.*, [REJB 1998-05605](#), A.J.Q./P.C. 1998-561 (C.S.); *Banque Royale du Canada c. 3021378 Canada Inc.*, A.J.Q./P.C. 1998-797 (C.S.).

9. *Rubin c. Maye*, [1971] C.A. 418.

Éditions Yvon Blais, une société Thomson Reuters.
©Thomson Reuters Canada Limitée. Tous droits réservés.
Page 3

Les notes de bas de page dans les PDF seront maintenant tout à la fin du document, au lieu de figurer au bas de chaque page

Les audiences des tribunaux et les délais (art. 82-84)
Denis FERLAND et Benoît EMERY
EYB2015PPC28 (approx. 4 pages)

10. *Houle c. Brosseau*, [1984] C.S. 260.

11. *Golt c. MacEachern Brown*, [1985] R.D.J. 551 (C.A.).

12. *Brian Graham & Associates Ltd. c. Anderson*, [1988] R.D.J. 145 (C.A.); *Blais c. Frenette*, [1969] B.R. 198.

13. *Sous-ministre du Revenu du Québec c. Installations électriques G.G.G. Inc.*, [1983] R.L. 553 (C.S.).

Facette « Jugements à valeur ajoutée »

La référence

Rechercher dans les résultats

Vous êtes sur: **La référence** > Résultats de recherche

Modifier la recherche | Nouvelle recherche | Retour aux résultats complets

Syntaxe de recherche: ("**vices cachés**") ET Facette Source de droit (Jurisprudence) | Nombre de résultats : 4320

Jugements à valeur ajoutée

- 1. **Thibault c. Lavoie, 22 février 2019, (C.S.)**
Référence(s) : EYB 2019-307863; 2019 QCCS 562
[Texte intégral - Version française](#)
Contexte des résultats : ...
... Thibault (Thibault) et Pierre Pinchiaroli (Pinchiaroli) recherchent la diminution du prix de vente d'un immeuble alléguant **vices cachés**. Ils ...
... Lavoie (Lavoie). L'utilisation des noms de famille dans le cadre du présent Jugement vise ...
... que des réparations étaient nécessaires. LES QUESTIONS EN LITIGES Immeuble est-il affecté de **vices cachés**? Les demandeurs ont-ils failli à leur ...
... et diligence? Quel est la réduction du prix ...
... C 50, EYB 2007-126361, paragr. 46. Les conditions d'existence d'un recours pour **vices cachés** se résument ainsi : Jacques DESLAURIERS, ...
... de droit 2016-2017, École du Barreau du Québec, vol. 5 ...
... est le déficit d'usage qu'il engendre. La garantie contre les **vices cachés** vise ainsi à assurer à l'acheteur l'utilité pratique et économique ...
... son du passage du temps. Plusieurs décisions confirment que la garantie légale contre les **vices cachés** s'éteint progressivement avec le ...
... tion due au vieillissement ou à la vétusté ne constitue pas des **vices cachés**. Dragon c. Crépeau-Lavallée, 2009 QCCS 1132, EYB 2009- ...
... **vices cachés** doit être contextualisée. Elle est d'ailleurs différente pour un veu immeuble ou une vieille maison. Selon une jurisprudence ...

Décideur

- Labbe, Pierre 45
- Theroux, Patrick 39
- Beaurgard, Marc 36
- Landy, Richard 28
- Désy, Alain 33
- Lavoie, Daniel 33
- Forget, André 32
- Massol, Georges 31
- Barbe, Raoul-P. 30

Comme vous êtes nombreux à l'utiliser, la facette « Jugements à valeur ajoutée » sera dorénavant toujours déroulée

Champ : Instance

The screenshot shows the 'Recherche avancée: Jurisprudence' interface. The 'Instance' dropdown menu is open, displaying a list of courts and tribunals. An orange circle highlights the list, and a line points to a callout box containing the following text:

L'ordre des cours dans le menu déroulant a été revu par ordre d'importance (dans l'écran de recherche avancée de jurisprudence)

The interface includes the following elements:

- Header: La référence
- Navigation: Mes dossiers, Journal, Historique, Alertes, Préférences, Vos abonnements, Aide, Quitter
- Breadcrumbs: Vous êtes sur: La référence > Recherche avancée: Jurisprudence
- Search: Recherche avancée: Jurisprudence
- Buttons: Rechercher, Réinitialiser
- Checkbox: Étendre la recherche aux documents en consultation à la pièce
- Text: Tous les champs
- Text: Recherche limitée: Recherche avancée: Jurisprudence
- Text: Choisir un opérateur: Tous ces termes
- Text: Indexation
- Text: Noms des parties
- Text: Instance
- Text: Réinitialiser
- Text: Décideur
- Text: Réinitialiser

Rapports collectifs

Améliorations spécifiques à l'outil Rapports collectifs

Champs de recherche

The screenshot shows the 'La référence' search interface. A blue header bar contains navigation links: 'Mes dossiers', 'Journal', 'Historique', 'Alertes', 'Préférences', 'Vos abonnements', 'Aide', and 'Quit'. Below the header, the breadcrumb path is 'Vous êtes sur: La référence > Recherche avancée: Rapports collectifs'. The main content area features a sidebar with expandable categories: 'Sécurité et liberté syndicale', 'Sous-traitance', and 'Autres'. Under 'Autres', there are several search fields: 'Numéro SA', 'Employeur', 'Syndicat', 'Arbitre', 'Décision', 'Jurisprudence citée', 'Législation citée', 'Doctrine citée', and 'Date'. Each field has a 'Réinitialiser' button. The 'Date' field has a dropdown menu with 'Aucune restriction' selected. Below the fields, there are radio buttons for 'Entre' and a date input field with the instruction 'Utiliser le format: JJ/MM/AAAA ou JJMMAAAA'. At the bottom, there is a 'Tri des résultats' dropdown set to 'Date' and a 'Rechercher' button with a magnifying glass icon, followed by a 'Réinitialiser' button.

Nous avons ajouté 3 champs de recherche à l'outil de recherche SAG

Champ « Employeur »

This screenshot is identical to the previous one, but with an orange circle highlighting the 'Employeur' field. An orange arrow points from this circle to a larger orange circle on the right containing text.

Changement du libellé du champ « Entreprise » pour « Employeur » dans l'outil de recherche SAG

Primeurs

Le service Primeur vous permet de recevoir chaque semaine, par courrier électronique, les résumés des décisions et les chroniques et commentaires se rapportant aux domaines de droit que vous avez préalablement sélectionnés. Vous pouvez maintenant recevoir votre primeur pour vos sentences arbitrales

Vous êtes sur: La référence > Créer vos alertes Primeur.

Créer vos alertes Primeur
Cochez les cases ci-dessous pour sélectionner les sujets que vous désirez inclure dans vos alertes Primeur.
Pour plus de précisions sur le service Primeur: @quebec.ca

Mes dossiers | Journal | Alertes | Préférences | Vos abonnements | Aide | Quitter

Primeur
Recherches sauvegardées
Recherches sauvegardées (alerte) [En savoir plus](#)

Créer votre alerte Primeur sous l'onglet « Alertes »

Résumé SAG

Vous êtes sur: La référence > Recherche avancée: Rapports collectifs > Résultats de recherche > Document

Modifier la recherche | Retour à la liste | Résultats 4 de 406 | Occurrence

Original

Informations sur le document

Décision
Texte intégral - Version française
Résumé

Rapports collectifs
 Résumé SAG

Références
Références citées
Historique

MONTRÉAL (VILLE DE) et Syndicat des cols bleus regroupés de Montréal, section locale 301
23 juillet 2018, Tribunal d'arbitrage
SA 18-07020

SA 18-07020 - RÉSUMÉ SAG
Syndicat des cols bleus regroupés de Montréal, section locale 301
ARBITRE: Nadeau, Denis
DATE: 2018/07/23
DÉCISION: Orief individuel rejeté

THÈME	SOUS-THÈME
Absences	Absence non autorisée
Convention collective	Annexe, lettre d'entente, entente - interprétation
Mesures disciplinaires ou administratives	Incarcération - Procédure/appréciation - congédiement

MOTS-CLÉS: des eaux - Entente de dernière chance à la suite d'une première incarcération - Nouvelle incarcération - Application administrative - Notion de cause valable à l'absence - Défaut du salarié d'entrer en contact avec un représentant patronal

SOMMAIRE: Le salarié était ouvrier des eaux au service de l'employeur depuis juillet 1999. Il s'est absenté du travail sans autorisation et sans justification du 13 octobre au 10 novembre 2015. Pendant cette période, il a été incarcéré à la suite d'une plainte pour violence conjugale à l'égard de sa conjointe. Le 10 novembre, le salarié était congédié une première fois en application de la clause guillemet prévue à la convention collective. Cette clause prévoit la perte des droits d'ancienneté et d'emploi en cas d'absence pendant quatre jours consécutifs sans avis à l'employeur, sauf en cas de motif raisonnable. Il s'agit d'une disposition permettant le congédiement administratif du salarié absent. Le 10 décembre 2015, les parties ont signé une lettre d'entente visant la réintégration du salarié, son congédiement étant remplacé par une suspension de dix semaines. L'entente prévoyait le congédiement du salarié advenant de nouvelles absences sans autorisation et sans motif valable. Or, alors qu'il était en absence du travail pour accident du travail, le salarié a donné un coup de poing à un homme, ce dernier perdant connaissance. Le salarié devait reprendre le travail le 25 mai 2016, mais il a'

Pour plus de clarté, nous avons mis un espacement entre les « mots-clés » éditoriaux et le « sommaire »

Impression ou téléchargement

Vous êtes sur: La référence > Recherche avancée: Rapports collectifs > Résultats de recherche > Options de téléchargement

Options de téléchargement

Format de fichier
 HTML
 PDF

Taille
 Petite
 Moyenne
 Grande
 Très grande
[Rétablir les options par défaut](#)

Options d'affichage
 Afficher les icônes signalétiques
 Inclure les hyperliens actifs
 Afficher les termes recherchés en surbrillance

Inclure aussi
 Les références citées
 L'Historique
 Texte intégral - Version française
 Résumé
 Législation citée
 Jurisprudence citée
 Doctrines citées

Télécharger | Annuler

Possibilité d'également imprimer ou télécharger la législation ou jurisprudence ou doctrines citées

Problème corrigé

The screenshot shows a web application interface for viewing a legal document. The title bar reads "La référence". The main content area displays the text of a decision, including sections for "MOTS-CLÉS", "SOMMAIRE", "LÉGISLATION CITÉE", "JURISPRUDENCE CITÉE", and "DOCTRINE CITÉE". A sidebar on the left contains navigation options like "Résumé", "Rapports collectifs", and "Références". An orange circle is overlaid on the document text, with a callout box containing the text: "Correction : mauvais alignement de la fenêtre pour surligner, ajouter une note, etc." The callout box also shows a context menu with options like "Copier sans la référence", "Surligner", "Ajouter une note", and "Sauvegarder l'extrait dans mes dossiers".

Avis

Veillez noter que, prochainement, l'accès traditionnel ne sera plus disponible. Nous vous encourageons à utiliser dès maintenant Onepass. Vous pourrez ainsi bénéficier de nombreux avantages (notamment les fonctionnalités notes et surlignage).

Pour commencer l'utilisation de OnePass, contactez-nous dès maintenant :

1 800 363-3047, option 2

lareference@tr.com

Informations requises : nom, code d'accès et adresse courriel

La référence

OnePass

En utilisant OnePass, vous bénéficiez des plus récentes fonctionnalités de La référence. OnePass permet également d'accéder, à l'aide du même code d'utilisateur et mot de passe, à divers produits de Thomson Reuters.

J'utilise déjà Onepass

Pour commencer l'utilisation de OnePass, contactez-nous dès maintenant:

1 800 363-3047, option 2
lareference@tr.com

Informations requises : nom, code d'accès et adresse courriel


OU

Accès traditionnel

Prochainement, l'accès traditionnel ne sera plus disponible. Nous vous encourageons à utiliser dès maintenant Onepass.

Connexion traditionnelle

©Thomson Reuters Canada Limitée. Tous droits réservés.



Pour toute autre question ou pour obtenir de l'aide au sujet des fonctionnalités de La référence, veuillez communiquer avec notre équipe de soutien.

 1 800 363-3047



lareference@tr.com

La référence  RH